LE CARREFOUR CONGOLAIS vol 11 nº 6 (novembre 2026) pp. 137 - 172

ISSN 2666-6782

https://dx.doi.org/10.4314/lcc.v11i6.7

De la marginalité à la reconnaissance : parcours sociaux des jeunes femmes congolaises en diaspora

par Eder Kitapandi Luzau

Résumé

Cet article analyse les parcours sociaux des jeunes femmes congolaises en diaspora. L'étude met l'accent sur les mécanismes qui favorisent le passage de la marginalité à la reconnaissance sociale. L'étude adopte une démarche méthodologique qualitative fondée sur la sociologie des migrations, la théorie de la reconnaissance et les perspectives transnationales. La recherche montre que, malgré les discriminations et les obstacles structurels, ces jeunes femmes mobilisent leurs ressources éducatives, professionnelles, relationnelles et entrepreneuriales pour construire des trajectoires d'intégration. Les résultats soulignent leur contribution au développement des sociétés d'accueil et de la République démocratique du Congo. Tout en plaidant pour une gouvernance inclusive valorisant leurs compétences, leur engagement citoyen et leur rôle dans le développement transnational.

Mots clés : Marginalité, Reconnaissance, Parcours sociaux, Jeunes femmes congolaises, Diaspora.

Abstract

This article examines the social trajectories of young women Congolese women in the diaspora, with a particular focus on the mechanisms that enable their transition from marginalization to social recognition. Using a qualitative approach grounded in the sociology of migration, recognition

theory, and transnational perspectives. The study shows that, despite discrimination and structural barriers, these young women mobilize their educational, professional, social, and entrepreneurial resources to build successful integration pathways. The findings highlight their significant contribution to the development of both host societies and the Democratic Republic of the Congo, while advocating for inclusive governance that recognizes their skills, civic engagement, and role in transnational development.

Keywords: Marginality, Recognition, Social trajectories, Young Congolese women, Diaspora

Introduction

Les mobilités internationales constituent aujourd'hui l'un des phénomènes sociaux les plus structurants des transformations contemporaines. Elles redéfinissent les rapports entre les individus, les États et les sociétés, tout en remodelant les trajectoires biographiques des migrants. Loin d'être un simple déplacement géographique, « la migration est un processus social complexe marqué par des dynamiques d'inclusion, d'exclusion, de négociation identitaire et de recomposition des appartenances » (Castles, de Haas, & Miller, 2020). Dans ce contexte, les diasporas africaines occupent une place croissante dans les débats scientifiques en raison de leur rôle économique, culturel, politique et social, tant dans les pays d'accueil que dans les pays d'origine.

La diaspora congolaise s'inscrit pleinement dans cette dynamique. Les crises politiques, les difficultés économiques, l'instabilité sécuritaire et les aspirations à une meilleure qualité de vie, ont favorisé une intensification des migrations des Congolais vers l'Europe, l'Amérique du Nord et d'autres régions du monde. Les analyses de Vunduawe te Pemako montrent que, « ces migrations dépassent largement la recherche d'opportunités économiques.

Elles traduisent également une quête de sécurité, de mobilité sociale et de reconnaissance individuelle » (Vunduawe, 2008). Dans les mêmes ordres d'idée, les recherches de MacGaffey et Bazenguissa-Ganga soulignent que, « les réseaux diasporiques congolais constituent des espaces de solidarité, mais aussi de fortes compétitions sociales où les statuts se construisent à travers des mécanismes complexes de réussite économique, de capital social et de prestige symbolique » (MacGaffey, & Bazenguissa, 2000).

Parmi les acteurs de cette mobilité, les jeunes femmes congolaises occupent une position particulière. Longtemps considérées comme des migrantes dépendantes ou des accompagnatrices des trajectoires masculines, elles apparaissent aujourd'hui comme des actrices autonomes développant leurs propres stratégies migratoires. Mirjana Morokvasic a largement contribué à démontrer que, « les femmes migrantes ne sont pas des victimes passives de la migration, mais des actrices capables de produire des ressources économiques, sociales et culturelles dans des contextes souvent marqués par la précarité » (Morokvasic, 1984). Cette perspective est également développée par les chercheurs africains comme Joseph Tonda (2005) et Abdemalik Sayad (1999), qui montrent que les femmes participent activement à la restructuration des familles transnationales et des économies migratoires.

Cependant, les parcours des jeunes femmes congolaises en diaspora demeurent fortement marqués par diverses formes de marginalité. Celle-ci prend plusieurs dimensions : marginalité économique liée à la difficulté d'accès au marché de l'emploi, marginalité sociale résultant des discriminations ethniques ou raciales. Marginalité juridique liée aux politiques migratoires restrictives, ainsi que marginalité symbolique produite par les représentations sociales négatives associées aux migrants africains. Selon Pierre Bourdieu, « ces formes de domination se traduisent par une distribution inégale des capitaux économique, culturel, social et symbolique, limitant les

possibilités de mobilité sociale des groupes minoritaires » (Bourdieu, 1993).

Pareille, les recherches de Didier Fassin montrent également que, « les politiques contemporaines de contrôle migratoire produisent des formes institutionnelles d'exclusion qui fragilisent davantage les migrants africains » (Fassin, 2010). Cette vulnérabilité est encore plus importante chez les jeunes femmes, confrontées simultanément aux rapports de pouvoir liés au genre, à l'âge, à la race et au statut migratoire.

Dans cette perspective, les analyses d'intersectionnalité développées par Kimberlé Crenshaw montre que, « les discriminations ne s'additionnent pas simplement, mais s'entrecroisent et produisent des formes spécifiques d'inégalité, notamment pour les femmes noires » (Crenshaw, 1989). La marginalisation des jeunes femmes congolaises résulte de l'articulation de plusieurs facteurs : leur statut, leur origine africaine, leur appartenance raciale, leur statut migratoire, et leur position socio-économique.

Pourtant, réduire les jeunes femmes congolaises de la diaspora à leur seule condition de marginalité serait une lecture incomplète. Les recherches récentes mettent en évidence leurs capacités d'adaptation, de résilience et d'innovation sociale. À travers les études, le travail, l'entrepreneuriat, les réseaux associatifs, les initiatives culturelles ou encore les engagements citoyens. Elles construisent progressivement de nouvelles formes de reconnaissance sociale. Dans cette perspective, Axel Honneth considère que, « la reconnaissance constitue une condition fondamentale de la construction identitaire et de l'intégration sociale. Elle ne relève pas uniquement de l'insertion économique, mais également de la valorisation sociale des compétences, des expériences et des identités » (Honneth, 2000).

François Dubet quant à lui, montre que, « les individus contemporains construisent leurs trajectoires à travers des processus permanents de négociation entre contraintes structurelles et capacités

d'action » (Dubet, 2006). Cette approche rejoint celle d'Amartya Sen, selon laquelle, « le développement humain dépend avant tout des capacités réelles des individus à transformer leurs ressources en libertés effectives » (Sen, 1999). Ainsi, les parcours des jeunes femmes congolaises en diaspora, témoignent de véritables dynamiques d'agentivité, leur permettant de dépasser progressivement les situations d'exclusion pour accéder à différents espaces de reconnaissance sociale.

Du côté africain, les analyses de Felwine Sarr insistent sur « la nécessité de considérer les migrations africaines comme des espaces de production de savoirs, d'innovations et de nouvelles citoyennetés, plutôt que comme de simples réponses aux crises économiques » (Sarr, 2016). De même, Joseph Tonda (2005) met en évidence les recompositions identitaires qui accompagnent les circulations africaines contemporaines, tandis que les recherches de Georges Balandier (1955) sur les transformations sociales en Afrique centrale offrent un cadre d'analyse pertinent pour comprendre les mutations des rapports sociaux dans les contextes de mobilité.

La diaspora congolaise constitue également un espace privilégié de circulation des ressources économiques, des compétences et des normes sociales entre les pays d'accueil et la République démocratique du Congo. Les travaux de MacGaffey et Bazenguissa-Ganga démontrent que :

> Les migrants congolais développent des réseaux transnationaux particulièrement denses qui favorisent la mobilité sociale de certains membres tout en reproduisant parfois de nouvelles formes d'inégalités. Les jeunes femmes y occupent désormais une place de plus en plus visible, notamment dans les secteurs de l'entrepreneuriat, de la santé, de l'éducation, des services numériques et des organisations communautaires. (MacGaffey, & Bazenguissa, 2000)

Malgré ces avancées, la littérature scientifique demeure relativement peu développée sur les parcours spécifiques des jeunes femmes congolaises en diaspora. Particulièrement, sous l'angle du passage de la marginalité à la reconnaissance sociale. Les recherches existantes privilégient souvent, les dimensions économiques des migrations ou les questions d'intégration générale, sans analyser suffisamment les mécanismes sociaux, culturels et symboliques qui permettent à ces jeunes femmes de transformer leurs trajectoires individuelles en véritables processus de reconnaissance.

Les migrations internationales constituent aujourd'hui un espace privilégié d'observation des transformations des sociétés contemporaines. Les travaux de Stephen Castles, Hein de Haas et Mark J. Miller montrent que, « les migrations ne produisent pas uniquement des déplacements de populations. Elles engendrent également des recompositions des identités, des rapports sociaux et des formes de citoyenneté » (Castles, de Haas, & Mark, 2020). Dans ce contexte, les diasporas africaines occupent une place croissante dans les dynamiques économiques, culturelles et politiques des pays d'accueil comme des pays d'origine.

La diaspora congolaise illustre particulièrement cette évolution à travers l'intensification des mobilités internationales, la multiplication des réseaux transnationaux et la diversification des profils migratoires. Les jeunes femmes congolaises y occupent désormais une place de plus en plus visible grâce à leur engagement dans les domaines de l'éducation, de l'entrepreneuriat, des professions qualifiées, des organisations communautaires et de la vie associative. Pourtant, malgré cette présence croissante, leurs parcours demeurent marqués par des formes persistantes de marginalisation.

Les recherches de Pierre Bourdieu (1993) insistent sur les inégalités d'accès aux capitaux économique, culturel, social et symbolique limitent les possibilités d'insertion sociale des groupes minoritaires, tandis que Kimberlé Crenshaw (1989) met en évidence

l'effet cumulatif des discriminations liées au genre, à la race, à l'origine nationale et au statut migratoire. Dans le même sens, Didier Fassin (2010) souligne que les politiques migratoires contemporaines contribuent souvent à renforcer les mécanismes d'exclusion institutionnelle auxquels sont confrontés les migrants africains.

Cependant, la littérature scientifique récente montre également que les jeunes femmes migrantes ne sont pas de simples victimes des contraintes structurelles. Les travaux de Mirjana Morokvasic (1984), d'Axel Honneth (1995, 2000), de Janine MacGaffey et de Rémy Bazenguissa-Ganga (2000) mettent en évidence leur capacité à développer des stratégies de résilience, à mobiliser des réseaux transnationaux, à acquérir de nouvelles compétences et à construire progressivement une reconnaissance sociale, économique et professionnelle.

Le présent article s'inscrit dans cette perspective. Il vise à analyser les parcours sociaux des jeunes femmes congolaises vivant en diaspora en mettant en évidence les mécanismes qui conduisent de situations initiales de marginalisation vers différentes formes de reconnaissance sociale, professionnelle, culturelle et citoyenne. L'étude mobilise une approche sociologique articulant les théories de la reconnaissance, de l'intersectionnalité, des parcours de vie et des migrations transnationales, afin de mieux comprendre les facteurs favorisant cette mobilité sociale, ainsi que, les obstacles qui continuent de limiter leur pleine inclusion dans les sociétés d'accueil.

Cette insuffisance théorique et empirique justifie la présente étude, qui cherche à comprendre comment ces jeunes femmes congolaises transforment les contraintes liées à la migration en ressources favorisant leur intégration et leur mobilité sociale. Dès lors, la question centrale de cette recherche est la suivante : Quels sont les mécanismes sociaux, économiques, culturels et relationnels qui permettent aux jeunes congolaises vivant en diaspora de passer de situations de marginalité à des formes durables de reconnaissance

sociale dans les sociétés d'accueil, tout en maintenant des liens transnationaux avec la République démocratique du Congo ?

Cette problématique repose sur l'hypothèse selon laquelle, le passage de la marginalité à la reconnaissance sociale des jeunes femmes congolaises en diaspora résulte de l'interaction entre les ressources individuelles, les réseaux transnationaux et les opportunités offertes par les sociétés d'accueil. Plus précisément, il est supposé que, malgré les discriminations liées au genre, à l'origine nationale, à la race et au statut migratoire, ces jeunes femmes mobilisent leur capital éducatif, leur capital social, leurs compétences professionnelles, leurs initiatives entrepreneuriales et leur engagement associatif pour construire des trajectoires ascendantes d'intégration et de mobilité sociale.

Cette dynamique est favorisée par les réseaux diasporiques, qui constituent des espaces de solidarité, de circulation des ressources et de reconnaissance symbolique, tout en permettant le maintien de liens étroits avec la République démocratique du Congo. L'étude postule ainsi que, la reconnaissance sociale ne dépend pas exclusivement des politiques d'intégration des pays d'accueil, mais résulte également de l'agentivité des migrantes, de leur capacité à convertir leurs ressources en opportunités et à négocier de nouvelles formes d'identité, de participation citoyenne et de légitimité sociale dans des espaces transnationaux.

1. Méthodologie

La présente recherche s'inscrit dans une démarche méthodologique qualitative, fondée sur une approche compréhensive et interprétative, qui vise à saisir les logiques sociales qui structurent les parcours des jeunes femmes congolaises vivant en diaspora. Ce choix méthodologique se justifie par la volonté d'appréhender les expériences subjectives de la marginalité, les mécanismes de résilience et les processus de reconnaissance sociale à partir des récits des principales concernées.

1.1. Cadre théorique

Cette étude s'appuie principalement sur la théorie de la reconnaissance développée par Axel Honneth (2000), qui constitue un cadre analytique particulièrement pertinent pour comprendre le passage de la marginalité à la reconnaissance sociale des jeunes femmes congolaises en diaspora. Selon Axel Honneth :

> La reconnaissance est une condition fondamentale de la construction de l'identité et de l'intégration sociale. Elle se déploie dans trois sphères complémentaires : la reconnaissance affective, qui favorise la confiance en soi, la reconnaissance juridique, qui garantit l'égalité des droits, et la reconnaissance sociale, qui repose sur la valorisation des compétences et des contributions de l'individu à la collectivité. (Honneth, 2000)

L'absence de reconnaissance engendre des formes de mépris, d'exclusion et de dévalorisation susceptibles d'entraver la participation sociale.

Appliquée aux parcours migratoires, cette théorie permet d'analyser comment les jeunes femmes congolaises, souvent confrontées à des discriminations liées au genre, à l'origine nationale, à la race ou au statut migratoire, développent des stratégies de résilience et d'agentivité, leur permettant d'accéder progressivement à une reconnaissance professionnelle, économique, culturelle et citoyenne. Cette lecture est enrichie par la théorie des capitaux de Pierre Bourdieu, selon laquelle, « les trajectoires sociales dépendent de la capacité des individus à mobiliser et à convertir différents types de capitaux (économique, culturel, social et symbolique) » (Bourdieu, 1986). Dans le contexte diasporique, ces ressources sont continuellement reconfigurées grâce aux réseaux transnationaux, aux parcours éducatifs, aux engagements associatifs et aux expériences professionnelles. Ce qui

explique la diversité des trajectoires d'insertion et de mobilité sociale observées chez les jeunes femmes migrantes congolaises.

Ce cadre théorique est complété par l'approche transnationale des migrations développée notamment par Nina Glick Schiller, Linda Basch, et Cristina Blanc-Szanton (1992), ainsi que par les travaux de Stephen Castles, Hein de Haas et Mark J. Miller (2020), qui considèrent les migrations comme des processus inscrits dans des espaces sociaux transnationaux où circulent personnes, capitaux, normes et identités. Cette perspective permet de comprendre que, les jeunes femmes congolaises ne rompent pas avec leur société d'origine. Elles construisent au contraire des appartenances multiples en maintenant des liens économiques, familiaux, culturels et politiques avec la République démocratique du Congo.

Les analyses de Janine MacGaffey et de Rémy Bazenguissa-Ganga montrent que la diaspora congolaise constitue un espace de production de ressources sociales, de solidarités et de nouvelles formes de mobilité, tout en restant traversée par des rapports de pouvoir et des inégalités. En complément, *l'approche inter-sectionnelle* proposée par Kimberlé Crenshaw (1989) met en évidence l'imbrication des rapports de domination liés au genre, à la race, à l'âge et au statut migratoire, offrant ainsi un cadre explicatif des expériences spécifiques des jeunes femmes congolaises.

Les réflexions de Felwine Sarr (2016) sur les mobilités africaines, ainsi que celles de Joseph Tonda (2005) sur les recompositions sociales en Afrique centrale, invitent à considérer la migration non seulement comme une réponse aux contraintes structurelles, mais également comme un espace d'innovation, de production de nouvelles identités et de conquête de la reconnaissance sociale. L'articulation de ces perspectives théoriques permet d'appréhender de manière intégrée les interactions entre contraintes structurelles, ressources individuelles et dynamiques transnationales qui façonnent les parcours sociaux des jeunes Congolaises en diaspora.

1.2. Cadre conceptuel

La compréhension des parcours sociaux des jeunes femmes congolaises en diaspora repose sur plusieurs concepts fondamentaux, au premier rang desquels figurent la *marginalité*, la *diaspora* et *les parcours sociaux*. La marginalité renvoie à une situation d'exclusion ou de participation limitée aux principales sphères de la vie sociale, économique, politique et culturelle. Pour Robert E. Park, « le marginal occupe une position intermédiaire entre deux univers sociaux, sans être pleinement intégré à l'un ou à l'autre » (Park, 1928). Cette réflexion a été approfondie par Everett C. Hughes, qui montre que, « la marginalité résulte des rapports sociaux produisant des statuts inégaux et des mécanismes de stigmatisation » (Hughes, 1945).

Dans une perspective francophone, Serge Paugam considère la marginalité comme « une forme de disqualification sociale caractérisée par la fragilisation des liens d'intégration » (Paugam, 1991, 2005), tandis que Pierre Bourdieu l'explique par « l'inégale distribution des capitaux économique, culturel, social et symbolique » (Bourdieu, 1980, 1993). Appliquée aux jeunes femmes congolaises en migration, cette notion renvoie aux difficultés d'accès à l'emploi, aux discriminations liées au genre et à l'origine, à la précarité administrative et aux obstacles rencontrés dans les processus d'intégration. Le concept de diaspora, quant à lui, dépasse aujourd'hui l'idée d'une simple dispersion géographique.

Selon William Safran (1991) et Robin Cohen (2008), une diaspora désigne une communauté transnationale qui entretient des liens durables, matériels et symboliques, avec son pays d'origine tout en développant de nouvelles formes d'appartenance dans les sociétés d'accueil. Les travaux de Janine MacGaffey et de Rémy Bazenguissa-Ganga montrent que, « la diaspora congolaise constitue un espace de circulation des ressources économiques, des compétences, des normes sociales et des solidarités transnationales » (MacGaffey, & Bazenguissa, 2000).

Les parcours sociaux sont entendus, à la suite de François Dubet, « comme des trajectoires évolutives façonnées par les interactions entre les contraintes structurelles et les capacités d'action des individus, permettant d'analyser les transformations successives de la position sociale des jeunes migrantes » (Dubet, 1994, 2006).

Le second ensemble conceptuel mobilisé dans cette étude est constitué des notions de *reconnaissance sociale*, d'*agentivité*, de *résilience* et de *mobilité sociale*, qui permettent d'expliquer les processus par lesquels les jeunes femmes congolaises transforment progressivement leur condition de marginalité. La reconnaissance sociale est définie par Axel Honneth comme « le processus par lequel une personne acquiert une valeur sociale, juridique et morale reconnue par autrui, condition indispensable à la construction de son identité et à son intégration » (Honneth, 2000). Dans le contexte migratoire, elle se manifeste notamment par l'accès à un emploi qualifié, la participation citoyenne, l'engagement associatif, la réussite entrepreneuriale ou encore la valorisation des compétences acquises.

Le concept d'agentivité, développé notamment par Anthony Giddens (1984) et enrichi par les travaux d'Amartya Sen (1999), renvoie à la capacité des individus à agir sur leur environnement, à faire des choix et à mobiliser des ressources malgré les contraintes structurelles. Cette capacité est étroitement liée à la résilience, entendue comme l'aptitude à surmonter les épreuves, à reconstruire des projets de vie et à transformer les difficultés en opportunités.

La mobilité sociale désigne le changement de position d'un individu au sein de la structure sociale grâce à l'accumulation de ressources économiques, éducatives, professionnelles ou relationnelles.

Dans le cas des jeunes femmes congolaises en diaspora, ces concepts permettent d'appréhender les mécanismes par lesquels elles construisent des trajectoires ascendantes, développent des réseaux transnationaux, renforcent leur autonomie et accèdent progressivement

à une reconnaissance dans les sociétés d'accueil tout en maintenant des liens actifs avec leur société d'origine. L'articulation de ces différents concepts offre ainsi une grille d'analyse cohérente pour comprendre les dynamiques de transformation sociale qui structurent leurs parcours migratoires.

2. Les déterminants de la marginalisation des jeunes femmes congolaises en diaspora

La marginalisation des jeunes femmes congolaises en diaspora constitue un phénomène multidimensionnel qui s'inscrit à l'intersection des rapports sociaux de genre, des dynamiques migratoires et des mécanismes de production des inégalités dans les sociétés contemporaines. Loin de se limiter à une situation de précarité économique, elle renvoie à un ensemble de processus sociaux qui restreignent l'accès à certaines ressources matérielles, symboliques et institutionnelles nécessaires à une pleine participation à la vie sociale. Les travaux consacrés aux migrations internationales montrent que les populations migrantes, particulièrement celles originaires d'Afrique subsaharienne, sont souvent confrontées à des formes de vulnérabilité qui résultent autant des conditions d'accueil que des représentations sociales associées à leur origine. Dans le cas des jeunes femmes congolaises, cette marginalisation est renforcée par la combinaison de plusieurs facteurs qui influencent leurs trajectoires sociales dès leur arrivée dans les pays d'installation.

Un premier déterminant réside dans les conditions structurelles de l'immigration. Abdelmalek Sayad souligne que, « la migration est une expérience marquée par une double absence : l'immigré n'appartient plus totalement à la société d'origine sans être pleinement reconnu dans la société d'accueil. Cette situation produit un sentiment de décalage social et identitaire qui affecte durablement les trajectoires des migrants » (Sayad, 1999). Pour les jeunes femmes congolaises, cette condition se traduit souvent par des difficultés d'accès à l'emploi, à la formation et à la reconnaissance de leurs qualifications.

Plusieurs études montrent que, les diplômes obtenus dans les pays africains sont fréquemment sous-évalués dans les pays occidentaux, obligeant de nombreuses migrantes à accepter des emplois précaires ou faiblement qualifiés malgré leur niveau de compétence. Cette déqualification professionnelle contribue à leur marginalisation économique et limite leurs perspectives de mobilité sociale.

À ces contraintes structurelles s'ajoutent les discriminations liées à l'origine ethnique et à la couleur de peau. Pap Ndiaye souligne :

> Les populations noires vivant dans les sociétés occidentales demeurent confrontées à des mécanismes persistants de racialisation qui influencent leur accès au marché du travail, au logement et aux espaces de représentation sociale. Ces discriminations ne se manifestent pas uniquement à travers des actes explicites d'exclusion. Elles prennent également la forme de préjugés, de stéréotypes et d'attentes sociales qui réduisent les opportunités offertes aux personnes concernées. (Ndiaye, 2008)

Les jeunes femmes congolaises sont ainsi souvent perçues, à travers des catégories identitaires qui occultent leurs compétences individuelles et renforcent leur position périphérique dans l'espace social.

La question du genre constitue également un facteur central de marginalisation. Les recherches sur les migrations féminines montrent que les femmes migrantes sont exposées à des formes spécifiques d'inégalités résultant de la division sexuée du travail et des représentations sociales associées à la féminité. Elles sont fréquemment orientées vers des secteurs d'activité caractérisés par une faible valorisation économique et sociale, tels que les services domestiques,

les soins à la personne ou les emplois précaires du secteur informel. Cette situation limite leur autonomie économique et leur capacité à accéder aux positions sociales les plus valorisées. Les jeunes femmes congolaises doivent ainsi composer simultanément avec les contraintes liées à leur statut de migrantes et avec celles produites par les rapports sociaux de genre.

Les processus de marginalisation trouvent également leur origine dans la faiblesse des ressources sociales disponibles au moment de l'installation. Pierre Bourdieu montre que, « le capital social constitue un facteur déterminant de l'intégration sociale » (Bourdieu, 1980). Or, de nombreuses jeunes femmes migrantes arrivent dans les pays d'accueil avec des réseaux limités et une connaissance insuffisante des mécanismes institutionnels susceptibles de faciliter leur insertion. Cette situation réduit leur accès aux opportunités professionnelles, éducatives et économiques. Même lorsque des réseaux communautaires existent, ceux-ci ne garantissent pas toujours une intégration réussie et peuvent parfois reproduire certaines formes de dépendance ou d'inégalités internes.

Par ailleurs, la marginalisation des jeunes femmes congolaises ne peut être comprise sans prendre en compte les enjeux de reconnaissance sociale. Axel Honneth considère que, « la reconnaissance constitue une condition essentielle de la construction identitaire et de l'intégration sociale. L'absence de reconnaissance se traduit par des expériences de mépris, de dévalorisation et d'invisibilisation qui affectent la confiance en soi et le sentiment d'appartenance » (Honneth, 2000).

Dans les sociétés d'accueil, les jeunes femmes congolaises peuvent éprouver des difficultés à voir leurs compétences, leurs expériences et leurs contributions pleinement reconnues. Cette situation favorise le développement d'un sentiment d'exclusion symbolique qui vient s'ajouter aux formes plus visibles de marginalisation économique et institutionnelle.

Les récits de vie constituent également un outil privilégié pour comprendre les mécanismes de marginalisation. Daniel Bertaux souligne que, « les trajectoires individuelles permettent de mettre en évidence les interactions entre les structures sociales et les expériences vécues » (Bertaux, 2016). L'analyse des parcours des jeunes femmes congolaises révèle ainsi que les situations de marginalisation ne sont ni uniformes ni définitives. Elles varient en fonction de l'âge, du niveau d'éducation, de la situation familiale, du statut administratif et des ressources mobilisées par les individus. Cette diversité des trajectoires montre que la marginalisation doit être appréhendée comme un processus social dynamique plutôt que comme un état figé.

Les déterminants de la marginalisation doivent être replacés dans une perspective transnationale. Les jeunes femmes congolaises entretiennent souvent des liens économiques, affectifs et sociaux avec leur pays d'origine, ce qui influence leurs stratégies d'insertion dans les sociétés d'accueil. Les obligations familiales, les attentes communautaires et les responsabilités économiques envers les proches restés en République démocratique du Congo peuvent constituer à la fois des ressources et des contraintes. Si ces liens renforcent parfois les solidarités diasporiques, ils peuvent également accentuer les pressions sociales et économiques auxquelles les migrantes sont confrontées.

Ainsi, la marginalisation des jeunes femmes congolaises en diaspora apparaît comme le résultat d'une combinaison complexe de facteurs structurels, institutionnels, économiques, identitaires et relationnels. Les discriminations liées à l'origine, les inégalités de genre, la faiblesse des ressources sociales, les difficultés de reconnaissance et les contraintes transnationales contribuent à façonner leurs trajectoires.

Toutefois, ces mécanismes de marginalisation ne déterminent pas entièrement leur devenir social. Ils constituent plutôt le point de départ de processus de négociation, d'adaptation et de construction de nouvelles formes de reconnaissance qui seront analysés dans les points suivants de cette étude.

3. Les stratégies de résilience et de construction des ressources sociales dans les parcours migratoires

Les parcours migratoires des jeunes femmes congolaises en diaspora ne peuvent être réduits aux seules expériences de précarité ou de marginalisation. Si les recherches sur les migrations internationales mettent en évidence les multiples obstacles auxquels sont confrontées les femmes migrantes, elles soulignent également leur capacité à développer des stratégies d'adaptation, de résilience et de mobilisation des ressources.

Les travaux d'Abdelmalek Sayad rappellent que, « l'expérience migratoire est traversée par des tensions permanentes entre exclusion et intégration. Toutefois, ces tensions donnent naissance à des formes d'organisation sociale qui permettent aux migrants de reconstruire progressivement leur place dans les sociétés d'accueil » (Sayad, 1999). Les jeunes femmes congolaises illustrent cette dynamique en développant des initiatives individuelles et collectives destinées à transformer les contraintes migratoires en opportunités d'insertion sociale et professionnelle.

La résilience constitue un premier levier de cette transformation. Dans les sciences sociales, elle renvoie à la capacité des individus à faire face aux épreuves, à mobiliser leurs ressources et à reconstruire leur trajectoire malgré les difficultés rencontrées. Boris Cyrulnik montre que, « la résilience ne relève pas uniquement d'une disposition individuelle. Elle est également favorisée par les ressources relationnelles, institutionnelles et communautaires auxquelles les personnes ont accès » (Cyrulnik, 2009).

Chez les jeunes femmes congolaises en diaspora, cette capacité se manifeste par la poursuite des études, l'apprentissage de nouvelles langues, la reconversion professionnelle, l'acquisition de compétences numériques et la diversification des activités génératrices de revenus. Ces démarches traduisent une volonté de dépasser les contraintes initiales pour accéder à une autonomie économique et sociale.

La construction des ressources sociales constitue un deuxième mécanisme fondamental. Selon Pierre Bourdieu, « le capital social est l'ensemble des ressources mobilisables grâce aux relations durables entretenues par les individus » (Bourdieu, 1986). Dans le contexte migratoire, les réseaux familiaux, communautaires, religieux et professionnels jouent un rôle essentiel dans l'accès à l'information, à l'emploi, au logement et aux opportunités de formation. Les jeunes femmes congolaises investissent ces espaces de sociabilité afin de renforcer leur intégration et d'élargir leurs possibilités d'action. Les associations de la diaspora, les organisations de femmes, les communautés religieuses et les plateformes numériques deviennent ainsi des lieux privilégiés de solidarité, d'entraide et de circulation des connaissances.

Janine MacGaffey et de Rémy Bazenguissa-Ganga montrent que, « les réseaux transnationaux de la diaspora congolaise dépassent largement les échanges économiques. Ils favorisent également la transmission des savoirs, le mentorat, l'accompagnement des nouveaux arrivants et la constitution de partenariats professionnels » (MacGaffey, & Bazenguissa, 2000). Ces réseaux permettent aux jeunes femmes de renforcer leur capital social tout en maintenant des liens actifs avec la République démocratique du Congo. Les technologies numériques renforcent encore cette dynamique en facilitant les échanges, la coopération et la participation à des projets économiques ou associatifs transnationaux.

L'accès à l'éducation et à la formation représente également une stratégie majeure de construction des ressources. Amartya Sen pense que, « le développement dépend avant tout des capacités que les individus acquièrent pour transformer leurs ressources en libertés réelles » (Sen, 1999). Les jeunes femmes congolaises investissent souvent dans les études supérieures, les formations professionnelles et l'apprentissage continu afin d'améliorer leur employabilité et leur autonomie. L'acquisition de qualifications reconnues dans les pays

d'accueil facilite leur insertion sur le marché du travail et contribue à la reconnaissance de leurs compétences.

L'entrepreneuriat apparaît également comme une stratégie de résilience particulièrement importante. Face aux difficultés d'accès à certains emplois, de nombreuses jeunes femmes créent des activités économiques dans les secteurs du commerce, des services, de la restauration, de la mode, de la coiffure, des technologies numériques ou du conseil. Ces initiatives permettent non seulement de générer des revenus, mais aussi de renforcer leur indépendance économique et leur visibilité sociale. Felwine Sarr souligne que, « les diasporas africaines constituent aujourd'hui des espaces d'innovation économique où émergent de nouvelles formes d'entrepreneuriat fondées sur les échanges transnationaux et la valorisation des compétences acquises à l'étranger » (Sarr, 2016).

La participation associative représente une autre ressource essentielle. Les organisations communautaires, les associations de femmes, les ONG et les réseaux citoyens offrent aux jeunes femmes congolaises des espaces d'expression, de formation et de représentation. Pour Robert Putnam, « l'engagement associatif favorise la création de la confiance, renforce les liens sociaux et développe le capital civique » (Putnam, 2000). Pour les jeunes femmes migrantes, ces organisations constituent également des lieux où se construisent des formes de leadership féminin et où se développent des actions de solidarité en faveur des communautés d'origine et d'accueil.

Les trajectoires étudiées mettent également montre le rôle de l'agentivité dans la transformation des parcours sociaux. Anthony Giddens, « l'agentivité comme la capacité des acteurs sociaux à agir sur leur environnement malgré les contraintes structurelles » (Giddens, 1984). Les jeunes femmes congolaises ne subissent pas passivement les discriminations ou les obstacles liés à la migration. Elles élaborent des stratégies de négociation, d'adaptation et d'innovation qui leur permettent de créer de nouvelles opportunités. Cette capacité d'action

contribue à modifier progressivement leur position sociale et à renforcer leur autonomie.

La théorie de la reconnaissance d'Axel Honneth (2000) permet enfin d'interpréter ces stratégies comme des processus de conquête de la légitimité sociale. Les ressources construites au fil des parcours, compétences professionnelles, réseaux sociaux, diplômes, activités entrepreneuriales ou engagements citoyens, deviennent des supports de reconnaissance dans les différentes sphères de la vie sociale. Cette reconnaissance ne se limite pas à l'accès au marché du travail. Elle s'exprime également par la participation aux espaces publics, la prise de responsabilités au sein des associations, la valorisation des compétences et la capacité à influencer positivement les communautés d'appartenance.

Ainsi, les parcours des jeunes femmes congolaises en diaspora révèlent que la résilience et la construction des ressources sociales constituent des dimensions essentielles de leur intégration. En mobilisant leurs réseaux, leur capital éducatif, leurs compétences professionnelles, leur engagement associatif et leurs initiatives entrepreneuriales, elles transforment progressivement les contraintes de la migration en leviers de mobilité sociale. Ces stratégies témoignent de leur capacité d'innovation, de leur autonomie et de leur contribution au développement des sociétés d'accueil comme de la République démocratique du Congo, tout en illustrant que, les parcours migratoires sont des processus dynamiques de recomposition sociale plutôt que de simples expériences de vulnérabilité.

4. Les mécanismes d’accès à la reconnaissance sociale, professionnelle et citoyenne

Le passage de la marginalité à la reconnaissance constitue un processus progressif, construit au fil des interactions entre les individus, les institutions et les réseaux sociaux. Pour les jeunes femmes congolaises en diaspora, cette reconnaissance ne se limite pas à une

insertion économique réussie. Elle renvoie également à l'acquisition d'une légitimité sociale, à la valorisation des compétences, à la participation à la vie citoyenne et à la capacité d'influencer positivement les communautés d'appartenance.

Dans cette perspective, la reconnaissance apparaît comme un processus relationnel qui se construit à travers les expériences professionnelles, les engagements associatifs, les parcours éducatifs et les interactions avec les sociétés d'accueil. Les travaux d'Axel Honneth montrent que, « les individus développent leur identité et leur estime de soi lorsqu'ils bénéficient d'une reconnaissance dans les sphères affective, juridique et sociale. À l'inverse, le déni de reconnaissance favorise l'exclusion, le sentiment d'injustice et la marginalisation » (Honneth, 2000). Les parcours des jeunes femmes congolaises illustrent ainsi une dynamique de transformation où les obstacles initiaux deviennent progressivement des occasions de démontrer leurs compétences et leur capacité d'action.

Le premier mécanisme d'accès à la reconnaissance est l'insertion professionnelle. Les recherches de Pierre Bourdieu soulignent que, « le travail constitue un espace privilégié d'accumulation de capitaux économique, culturel, social et symbolique » (Bourdieu, 1980, 1986). En obtenant un emploi stable, en développant une activité entrepreneuriale ou en accédant à des responsabilités professionnelles, les jeunes femmes congolaises renforcent leur autonomie financière et améliorent leur position sociale. Cette insertion permet également la reconnaissance de leurs qualifications, de leurs savoir-faire et de leurs contributions au développement économique.

Même lorsque les débuts sont marqués par des emplois précaires ou des situations de déclassement, de nombreuses migrantes investissent dans la formation continue et l'acquisition de nouvelles compétences afin d'élargir leurs perspectives professionnelles. Cette dynamique confirme l'idée selon laquelle la mobilité sociale repose sur la capacité à transformer les ressources disponibles en opportunités durables.

Le deuxième mécanisme réside dans l'accès à l'éducation et à la qualification. Selon Amartya Sen, « le développement humain dépend des capacités dont disposent les individus pour choisir librement leur parcours de vie. L'éducation représente ainsi une ressource stratégique qui favorise l'autonomie, l'insertion professionnelle et la participation sociale » (Sen, 1999). Les jeunes femmes congolaises en diaspora investissent fréquemment dans les études universitaires, les formations techniques, les certifications professionnelles et l'apprentissage des langues afin d'améliorer leur compétitivité sur le marché du travail. Au-delà de l'obtention de diplômes, ces parcours de formation renforcent leur confiance en elles, développent leur leadership et facilitent leur accès à des espaces de décision.

La reconnaissance sociale se construit également grâce aux réseaux relationnels et à l'engagement communautaire. Les analyses de Robert Putnam montrent que, « le capital social constitue un facteur essentiel de cohésion et de participation collective » (Putnam, 2000). Les associations de la diaspora, les organisations féminines, les communautés religieuses et les réseaux professionnels offrent aux jeunes femmes congolaises des espaces où elles peuvent développer leurs compétences, partager leurs expériences et construire des solidarités.

Les travaux de Janine MacGaffey et de Rémy Bazenguissa-Ganga soulignent que, « les réseaux de la diaspora congolaise jouent un rôle déterminant dans la circulation des informations, le mentorat, l'accompagnement des nouvelles arrivantes et la création d'opportunités économiques » (MacGaffey, & Bazenguissa, 2000). Ces espaces favorisent également la reconnaissance des compétences et le renforcement du sentiment d'appartenance.

La participation citoyenne constitue un autre mécanisme essentiel de reconnaissance. Dans de nombreux pays d'accueil, les jeunes femmes congolaises s'impliquent dans des associations, des initiatives de solidarité, des projets éducatifs, des actions humanitaires

ou des organisations de défense des droits. Cette implication favorise leur visibilité dans l'espace public et renforce leur légitimité comme actrices du développement local. Elle leur permet également d'exercer une influence sur les politiques publiques concernant les migrations, l'égalité entre les femmes et les hommes, la lutte contre les discriminations ou encore la coopération internationale. En développant ces formes d'engagement, elles dépassent le statut de bénéficiaires des politiques d'intégration pour devenir des citoyennes actives contribuant à la transformation de leur environnement social.

Les technologies numériques représentent également un levier majeur d'accès à la reconnaissance. Les plateformes professionnelles, les réseaux sociaux et les espaces numériques facilitent la création de réseaux internationaux, la diffusion des initiatives entrepreneuriales, la promotion des compétences et le maintien des liens avec la République démocratique du Congo. Les jeunes femmes congolaises utilisent ces outils pour partager leurs expériences, valoriser leurs réalisations, développer leurs activités économiques et participer aux débats publics. Cette présence numérique contribue à accroître leur visibilité et à élargir leurs opportunités de reconnaissance au-delà des frontières nationales.

La reconnaissance repose enfin sur la capacité à maintenir des liens transnationaux avec le pays d'origine. Les transferts financiers, les investissements communautaires, les actions philanthropiques, le mentorat des jeunes et le partage des compétences témoignent de l'engagement des jeunes femmes congolaises envers la République démocratique du Congo. Les approches transnationales des migrations développées par Nina Glick Schiller, Linda Basch et Cristina Blanc-Szanton montrent que, « les migrants construisent des espaces sociaux qui dépassent les frontières nationales » (Glick Schiller, Basch, & Blanc-Szanton, 1992). Cette double appartenance favorise une reconnaissance à la fois dans les sociétés d'accueil et dans les communautés d'origine, où les migrantes deviennent des modèles de réussite, des entrepreneures, des professionnelles qualifiées ou des actrices du développement.

Ainsi, les mécanismes d'accès à la reconnaissance sociale, professionnelle et citoyenne reposent sur une combinaison de ressources individuelles, de réseaux relationnels et d'opportunités institutionnelles. Les parcours des jeunes femmes congolaises montrent que, la reconnaissance ne constitue pas un état acquis, mais un processus évolutif fondé sur la mobilisation des compétences, l'investissement éducatif, l'engagement citoyen, la participation aux réseaux diasporiques et la valorisation des expériences acquises. Ces trajectoires mettent en évidence la capacité des jeunes femmes migrantes à dépasser les situations de marginalité pour devenir des actrices reconnues de la vie économique, sociale et citoyenne, tant dans les sociétés d'accueil qu'au sein de la diaspora

5. Les dynamiques transnationales et la contribution des jeunes femmes congolaises au développement des sociétés d'accueil en RDC

Les migrations contemporaines ne peuvent plus être appréhendées comme des mouvements linéaires aboutissant à une rupture définitive avec le pays d'origine. Les approches transnationales ont montré que, les migrants développent des espaces sociaux qui relient durablement les sociétés de départ et d'accueil par des échanges continus de ressources économiques, sociales, culturelles et politiques. Les travaux de Nina Glick Schiller, Linda Basch et Cristina Blanc-Szanton soulignent que, les migrants construisent des réseaux transnationaux au sein desquels circulent les capitaux, les compétences, les valeurs et les identités » (Glick Schiller, Basch, & Blanc-Szanton, 1992).

Dans cette perspective, les jeunes femmes congolaises en diaspora apparaissent comme des actrices majeures de ces circulations. Elles entretiennent simultanément des liens étroits avec les pays d'accueil et avec la République démocratique du Congo, participant

ainsi à la création d'espaces sociaux transnationaux qui favorisent le développement des deux contextes.

L'une des principales contributions des jeunes femmes congolaises concerne le développement économique. À travers leurs activités professionnelles, entrepreneuriales et commerciales. Elles participent activement à la création de richesses dans les sociétés d'accueil. Leur présence dans les secteurs de la santé, de l'éducation, des services, des technologies numériques, de la finance, de la recherche ou encore de l'entrepreneuriat renforce la diversité économique et répond aux besoins de nombreux marchés du travail confrontés au vieillissement démographique et aux pénuries de main-d'œuvre qualifiée.

Stephen Castles, Hein de Haas et Mark J. Miller soulignent que, « les migrations internationales constituent aujourd'hui un facteur important de croissance économique, d'innovation et de renouvellement des compétences dans les pays de destination » (Castles, de Haas, & Miller, 2020). Les jeunes femmes congolaises contribuent ainsi à la production de biens et de services tout en favorisant les échanges interculturels et l'ouverture des sociétés d'accueil.

Cette contribution dépasse cependant la seule dimension économique. Les jeunes femmes congolaises participent également à la vie sociale, culturelle et citoyenne des pays où elles résident. Leur engagement dans les associations communautaires, les organisations de femmes, les structures de jeunesse, les institutions religieuses et les initiatives humanitaires favorise le dialogue interculturel, la cohésion sociale et la promotion de la diversité. Robert Putnam montre que, « le capital social produit par les engagements associatifs renforce la confiance, la coopération et la participation citoyenne » (Putnam, 2000). En occupant progressivement des responsabilités au sein de ces organisations, les jeunes femmes migrantes deviennent des intermédiaires entre différentes communautés et contribuent à la lutte contre les discriminations, les préjugés et les exclusions.

Parallèlement, leur contribution au développement de la République démocratique du Congo demeure considérable. Les transferts de fonds envoyés aux familles représentent l'une des manifestations les plus visibles de cet engagement. Selon les analyses de Banque mondiale, « ces transferts constituent une source importante de revenus pour de nombreux ménages africains et participent au financement de l'éducation, de la santé, de l'habitat et des activités économiques » (Banque mondiale, 2023).

Toutefois, l'apport des jeunes femmes congolaises ne se limite pas au soutien financier. Elles investissent également dans des projets entrepreneuriaux, soutiennent des initiatives communautaires, financent des associations locales et participent à des actions de solidarité destinées à améliorer les conditions de vie dans leurs communautés d'origine.

Les réseaux diasporiques jouent un rôle central dans cette dynamique. Les travaux de Janine MacGaffey et de Rémy Bazenguissa-Ganga montrent que, « la diaspora congolaise fonctionne comme un espace de circulation des capitaux, des compétences et des savoir-faire » (MacGaffey, & Bazenguissa, 2000). Les jeunes femmes congolaises mobilisent ces réseaux pour accompagner des projets de développement, partager leurs expériences professionnelles, encadrer les jeunes générations et promouvoir des partenariats entre les institutions de la diaspora et celles de la République démocratique du Congo. Cette circulation des connaissances favorise l'émergence de nouvelles pratiques entrepreneuriales, éducatives et sociales adaptées aux défis contemporains.

Les technologies numériques renforcent considérablement ces échanges transnationaux. Les plateformes de communication, les réseaux sociaux, les outils de visioconférence et les services financiers numériques permettent aux jeunes Congolaises de maintenir des relations permanentes avec leurs familles, leurs partenaires professionnels et leurs organisations d'origine. Arjun Appadurai

souligne que, « la mondialisation s'accompagne d'une intensification des flux d'informations, d'idées et de pratiques culturelles qui transforment les rapports entre les territoires » (Appadurai, 1996). Grâce à ces outils numériques, les jeunes migrantes participent à des projets collaboratifs, organisent des formations à distance, développent des entreprises numériques et renforcent les échanges entre la diaspora et la République démocratique du Congo.

Les dynamiques transnationales contribuent également à la diffusion de nouvelles normes sociales. Les expériences acquises dans les sociétés d'accueil permettent aux jeunes femmes congolaises de promouvoir des valeurs liées à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'éducation, à la gouvernance, à l'entrepreneuriat et à la participation citoyenne. Felwine Sarr considère que, « les diasporas africaines constituent des espaces de production d'innovations sociales capables d'accompagner les transformations du continent » (Sarr, 2016). À travers leurs initiatives, les jeunes femmes congolaises participent ainsi à la modernisation des pratiques économiques et sociales tout en valorisant les ressources culturelles congolaises.

Toutefois, ces contributions s'accompagnent également de défis. Les attentes importantes des familles restées au pays, les obligations financières, les difficultés liées à la double appartenance, les politiques migratoires restrictives ou encore les discriminations peuvent limiter la capacité d'action des migrantes. Abdelmalek Sayad rappelle que, « les migrants vivent souvent dans une tension permanente entre les exigences du pays d'origine et celles du pays d'accueil » (Sayad, 1999). Les jeunes femmes congolaises doivent ainsi concilier leurs projets personnels, leurs responsabilités familiales et leurs engagements transnationaux, ce qui nécessite une forte capacité d'adaptation.

Les dynamiques transnationales révèlent que les jeunes femmes congolaises en diaspora ne sont pas de simples bénéficiaires des opportunités offertes par la migration. Elles sont des actrices du développement qui créent des passerelles durables entre les sociétés d'accueil et la République démocratique du Congo. Par leurs

compétences, leurs investissements, leurs engagements associatifs, leurs initiatives entrepreneuriales et leurs transferts de connaissances, elles participent à la croissance économique, à l'innovation sociale, au renforcement du capital humain et à la consolidation des liens entre les deux espaces. Leur contribution illustre ainsi le rôle stratégique de la diaspora congolaise dans la promotion d'un développement fondé sur la circulation des ressources, des savoirs et des solidarités transnationales.

6. Perspectives pour une gouvernance inclusive et une meilleure valorisation des parcours des jeunes femmes congolaises en diaspora

Les analyses précédentes ont montré que, les parcours des jeunes femmes congolaises en diaspora s'inscrivent dans une dynamique complexe où se croisent des expériences de marginalisation, des stratégies de résilience, des processus de reconnaissance et des engagements transnationaux. Ces trajectoires mettent en évidence que, les jeunes femmes ne sont pas de simples bénéficiaires des politiques migratoires, mais de véritables actrices du développement économique, social, culturel et citoyen.

Toutefois, la pleine reconnaissance de leur contribution suppose la mise en place d'une gouvernance inclusive capable d'articuler les politiques migratoires, les politiques d'intégration et les stratégies de mobilisation des diasporas. Selon Amartya Sen, « le développement ne peut être réduit à la croissance économique. Il repose sur l'élargissement des libertés, des capacités et des opportunités offertes aux individus » (Sen, 1999). Cette perspective invite à concevoir des politiques publiques qui favorisent l'accès des jeunes femmes congolaises aux ressources éducatives, professionnelles, économiques et citoyennes, tout en reconnaissant leur rôle dans les sociétés d'accueil et dans le développement de la République démocratique du Congo.

Une première perspective consiste à renforcer les politiques de lutte contre les discriminations. Axel Honneth montre que, « la

reconnaissance constitue un fondement essentiel de la justice sociale. Les discriminations fondées sur le genre, l'origine nationale, la couleur de peau ou le statut migratoire compromettent l'égalité des chances et limitent les possibilités de participation sociale » (Honneth, 2000). Une gouvernance inclusive implique ainsi la mise en œuvre de mécanismes institutionnels garantissant l'égalité d'accès à l'emploi, à la formation, au logement, aux services publics et aux responsabilités professionnelles. Elle suppose également la reconnaissance des qualifications acquises à l'étranger, la promotion de la diversité dans les institutions publiques et privées ainsi que, le renforcement des dispositifs de protection contre les discriminations.

La deuxième orientation concerne la valorisation du capital humain des jeunes femmes congolaises en diaspora. Pierre Bourdieu souligne que, « les capitaux culturel, social et symbolique constituent des ressources essentielles de mobilité sociale » (Bourdieu, 1986). Les politiques publiques devraient donc soutenir l'accès à la formation continue, à l'entrepreneuriat, aux technologies numériques et aux réseaux professionnels. Les dispositifs de mentorat, les incubateurs d'entreprises, les programmes de leadership féminin et les partenariats entre les universités, les entreprises et les organisations de la diaspora peuvent favoriser une meilleure reconnaissance des compétences acquises par les jeunes femmes migrantes. Cette approche contribuerait à transformer leurs expériences migratoires en véritables leviers de développement.

Le renforcement des organisations de la diaspora représente une troisième perspective stratégique. Janine MacGaffey et de Rémy Bazenguissa-Ganga soulignent que, « les réseaux diasporiques constituent des espaces privilégiés de solidarité, d'innovation et de circulation des ressources » (MacGaffey, & Bazenguissa, 2000). Les associations de femmes congolaises, les réseaux professionnels, les plateformes numériques et les organisations communautaires jouent un rôle déterminant dans l'accompagnement des nouvelles arrivantes, la diffusion des connaissances et la promotion de l'entrepreneuriat. Les

pouvoirs publics des pays d'accueil comme ceux de la République démocratique du Congo gagneraient à reconnaître ces organisations comme des partenaires de la gouvernance migratoire et du développement, en soutenant leurs initiatives et en favorisant leur participation aux processus de décision.

Une quatrième perspective concerne le renforcement des liens entre la diaspora et la République démocratique du Congo. Les approches transnationales développées par Nina Glick Schiller, Linda Basch et Cristina Blanc-Szanton montrent que, « les migrants construisent des espaces sociaux dépassant les frontières nationales » (Glick Schiller, Basch, & Blanc-Szanton, 1992). Les autorités congolaises pourraient mettre en place des politiques favorisant les investissements productifs de la diaspora, le transfert de compétences, les programmes de retour temporaire d'experts, les partenariats scientifiques et universitaires ainsi que, la participation des jeunes femmes aux projets nationaux de développement. Une telle orientation permettrait de valoriser les expériences acquises à l'étranger tout en renforçant les capacités nationales dans des secteurs stratégiques tels que l'éducation, la santé, les technologies numériques, l'entrepreneuriat et l'innovation.

La promotion du leadership féminin constitue également une priorité. Les jeunes femmes congolaises disposent de compétences importantes qui restent encore insuffisamment représentées dans les espaces de décision économique, politique et associative. Des politiques favorisant leur accès aux responsabilités, leur participation aux instances consultatives et leur représentation dans les réseaux de gouvernance contribueraient à renforcer leur visibilité sociale. Felwine Sarr rappelle que, « le développement africain exige une mobilisation de toutes les ressources humaines disponibles, notamment celles des femmes et des diasporas, dont les expériences internationales constituent un atout majeur pour l'innovation et la transformation sociale » (Sarr, 2016).

La valorisation des parcours des jeunes femmes congolaises en diaspora nécessite une gouvernance fondée sur la reconnaissance, l'égalité des chances, la participation et la coopération transnationale. Elle implique un engagement conjoint des États, des organisations internationales, des collectivités territoriales, des universités, de la société civile et des organisations diasporiques. En reconnaissant pleinement les compétences, les initiatives et les contributions des jeunes femmes congolaises, les sociétés d'accueil et la République démocratique du Congo pourront transformer la migration en un véritable levier de développement durable, de cohésion sociale et d'innovation. Les parcours de ces jeunes femmes démontrent que la diaspora ne constitue pas seulement un espace de mobilité, mais également un laboratoire de nouvelles formes de citoyenneté, de solidarité et de développement partagé.

Enfin, une gouvernance véritablement inclusive suppose la production de connaissances scientifiques plus approfondies sur les parcours des jeunes femmes congolaises en diaspora. Malgré les progrès des recherches sur les migrations africaines, les expériences spécifiques des femmes congolaises demeurent encore insuffisamment documentées. Il apparaît donc nécessaire de développer des recherches comparatives, longitudinales et interdisciplinaires portant sur les trajectoires professionnelles, les stratégies entrepreneuriales, les pratiques transnationales, les mécanismes de reconnaissance sociale et les formes d'engagement citoyen. Ces travaux permettront de mieux éclairer les politiques publiques et de produire des données empiriques susceptibles d'améliorer les dispositifs d'accompagnement des migrantes.

Conclusion

Objectif de cette étude était celui d'analyser les parcours sociaux des jeunes femmes congolaises en diaspora à travers le prisme du passage de la marginalité à la reconnaissance. En mobilisant les apports de la sociologie des migrations, de la théorie de la reconnaissance, de

l'approche des capitaux et des perspectives transnationales. Elle a montré que, les trajectoires des jeunes migrantes ne peuvent être réduites à des expériences d'exclusion ou de vulnérabilité. Certes, leur insertion dans les sociétés d'accueil demeure marquée par des obstacles structurels liés aux discriminations, aux inégalités de genre, à la déqualification professionnelle, aux politiques migratoires restrictives et aux difficultés de reconnaissance des compétences.

Toutefois, ces contraintes ne déterminent pas de manière définitive leurs parcours. Les jeunes femmes congolaises développent des stratégies de résilience fondées sur la formation, l'entrepreneuriat, la mobilisation des réseaux diasporiques, l'engagement associatif et citoyen ainsi que la valorisation de leurs ressources culturelles, sociales et professionnelles. Ces stratégies leur permettent de transformer progressivement les situations de marginalité en opportunités d'intégration, de mobilité sociale et de reconnaissance.

L'analyse montre également le rôle central des dynamiques transnationales dans la construction de ces parcours. Les jeunes femmes congolaises participent activement au développement des sociétés d'accueil par leur contribution économique, professionnelle, culturelle et citoyenne. Tout en maintenant des liens durables avec la République démocratique du Congo à travers les transferts de ressources, les investissements, le partage de compétences et les initiatives de solidarité.

Les résultats confirment que la diaspora constitue un acteur stratégique du développement et que les parcours féminins méritent une reconnaissance plus importante dans les politiques migratoires et de coopération. Dès lors, la promotion d'une gouvernance inclusive fondée sur la reconnaissance des compétences, l'égalité des chances, la lutte contre les discriminations et le renforcement des partenariats avec les organisations diasporiques apparaît comme une condition essentielle pour valoriser pleinement le potentiel des jeunes femmes congolaises.

Enfin, cette recherche ouvre des perspectives pour de futurs travaux empiriques comparatifs portant sur les expériences des femmes dans différents contextes migratoires, afin d'approfondir la compréhension des mécanismes de reconnaissance, des formes d'engagement transnational et de leur contribution au développement durable des sociétés d'accueil et de la République démocratique du Congo.

Bibliographie

Appadurai, A. (1996). *Modernity at Large Cultural Dimensions of Globalization*. University of Minnesota Press.

Balandier, G. (1955). *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*. Presse Universitaires de France.

Banque mondiale (2023), *rapport sur le développement dans le monde 2023 : Migrations, réfugiés et sociétés*. Washington DC : Banque mondiale.

Bertaux, D. (2016). *Le récit de vie*. Armand Colin.

Bourdieu, P, (1993). *La misère du monde*. Editions du Seuil.

Bourdieu, P. (1980). *Le sens pratique*. Minuit.

Bourdieu, P. (1986). The Forms of Capital. Dans J.G. Richarson (Ed). *Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education* (pp. 241-258). Greenwood Press.

Castles, S, de Haas, H, & Miller, M, J. (2020). *The Age of Migration International Population Movements in the Modern World* (6th éd). Guilford Press.

Cohen, R. (2008). *Global diasporas: An introduction* (2nd ed.). Routledge.

Crenshaw, K. (1989). Demarginalizing the Intersection of Race and Sex. *University of Chicago Legal Forum, 1989* (1), 139-167.

Cyrulnik, B. (2009). *Autobiographie d'un épouvantail*. Odile Jacob.

Dubet, F. (1994). *Sociologie de l'expérience*. Seuil.

Dubet, F. (2006). *Injustice. L'expérience des inégalités au travail*. Seuil

Fassin, D. (2010). *La raison humanitaire. Une histoire morale du temps présent*. Seuil/Gallimard.

Giddens, A. (1984). *The constitution of society: Outline of the theory of structuration*. Polity Press.

Glick Schiller, N., Basch, L., & Blanc-Szanton, C. (Eds.). (1992). *Towards a transnational perspective on migration: Race, class, ethnicity, and nationalism reconsidered*. The New York Academy of Sciences.

Honneth, A. (1995*). The Struggle for Recognition. The Moral Grammar of Social Conflicts*. MIT Press.

Honneth, A. (2000). *La lutte pour la reconnaissance*. Cerf.

Hughes, E. C. (1945). Dilemmas and contradictions of status. *American Journal of Sociology, 50*(5), 353–359. https://doi.org/10.1086/219652

Lapeyronnie, D. (2018). *Les nouvelles frontières de la société française.* Seuil

MacGaffey, J, &, Rémy Bazenguissa. G (2000). *Congo-Paris : transnational Traders on Margins of the Law*. James Ourrey.

Morokvasic, M. (1984). Birds of Passage Are Also Women. *International Migration Review, 18*(4), 886-907.

Ndiaye, P. (2008). *La condition noire*. Calmann-Lévy.

Park, R. E. (1928). Human migration and the marginal man. *American Journal of Sociology, 33*(6), 881–893. https://doi.org/10.1086/214592

Paugam, S. (1991). *La disqualification sociale : Essai sur la nouvelle pauvreté*. Presses Universitaires de France.

Paugam, S. (2005). *Les formes élémentaires de la pauvreté*. Presses Universitaires de France.

Putnam, R. D. (2000). *Bowling Alone : The Collapse and Revival of American Community*. Simon & Schuster.

Safran, W. (1991). Diasporas in modern societies: Myths of homeland and return. *Diaspora: A Journal of Transnational Studies, 1*(1), 83–99. https://doi.org/10.1353/dsp.1991.0004

Sarr, F. (2016). *Afrotopia*. Phippe Rey.

Sayad, A. (1999). *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*. Seuil

Sen, A. (1999). *Development as Freedom*. Oxford University Press.

Tonda, J. (2005). *Le souverain moderne. Le corps du pouvoir en Afrique centrale (Congo, Gabon)*. Karthala.

Vunduawe te Pemako. (2008). *Traité de droit administratif Congolais*. Larcier.